

# Vers un traitement humaniste des phénomènes migratoires.

**Respectable Loge, Science et Solidarité, Orient de Cannes, Région 2**

**Mots-clefs : Immigration, Accueil, Droits humains**

**Problématique : réformer l'approche de l'Europe vis à vis des migrants**

Dans le passé, certains événements provoquaient à ma génération une gêne estompée par le sentiment de n'en être pas directement responsable :

L'épopée de l'Exodus dans laquelle 4500 juifs partis de Sète furent rejetés par les Britanniques avant leur arrivée en Palestine et renvoyés à Toulon puis en zone britannique en Allemagne. La plupart étaient des rescapés de la Shoah.

L'accueil des républicains espagnols fuyants le fascisme franquiste et qui, accueillis avec humanité sous le front populaire, furent parqués dans des camps après la défaite en 1939 et la poussée xénophobe en France, cela dans des conditions indignes d'une démocratie républicaine.

Les harkis qui, pour partie, furent abandonnés à une persécution si ce n'est une mort certaine au départ des troupes françaises et dont les « plus chanceux » furent aussi parqués dans des camps et mirent des années avant d'être traités comme des citoyens de notre République. Les pieds-noirs dont l'arrivée fut pour le moins inégalement accueillie. La presse était hostile, les familles soucieuses de voir rentrer leurs enfants du contingent courir le risque de mourir pour des « colons ». Les politiques nièrent cet exode, refusèrent largement d'ouvrir les écoles et les logements à ces français partis avec très peu de biens de leur pays. Le temps passant a jeté un voile le comportement d'une majorité de français. L'État se dédouanant quelques années plus tard en « indemnisant » les pieds-noirs, sachant que la grande majorité n'avait que peu de biens ou était dans l'incapacité de fournir des documents perdus dans la précipitation de l'exode.

Aujourd'hui, adultes, nous sommes responsables et coupables vis à vis de la façon dont l'UE et donc nous français, traitons les migrants ; condamnant indirectement des milliers à la mort dans la Mare Nostrum ou à vivre de façons indécentes pour les rescapés. Il est indigne d'une société civilisée de traiter ces migrants de cette façon ; reproduisant les schémas de parages et les campements de « clandestins ». Que faisons-nous de la solidarité quand notre République, par le biais de notre police et la justice, traque et condamne ceux qui aident ces êtres humains en situation de détresse ? Démontrant, en l'espèce une gestion administrative inhumaine qui ne respecte pas toujours la plus élémentaire humanité dans la gestion des demandes d'asile (condamné par le Conseil Européen des Droits Humains 4 fois pour le non-respect des droits). L'organisation Frontex qui était censée gérer les frontières de l'Europe est critiquée par « human right watch » et remplacée par une agence sans grand changement au niveau des résultats (externalisation de l'accueil hors Europe, détention et expulsion reste la ligne européenne actuelle). Les navires d'ONG qui secourent les migrants sont de plus en plus rares car ils sont bannis des ports et menacés de perdre leurs pavillons.

La règle hypocrite qui consiste à se décharger du rôle d'accueil et de prise en charge au premier pays dans lequel le migrant arrive ! Condamnant par là même les pays comme l'Italie, la Grèce ou l'Espagne à vivre des situations de coexistence très difficiles entraînant une exploitation par les partis populistes et une montée xénophobe globale. Face à cela les démocraties ont peur et leurs décisions politiques ont consisté à ne pas accueillir les bateaux de migrants et détourner les yeux de leurs sorts. L'humanisme ne se décline pas selon sa race, sa provenance ou sa religion ; les périodes de crises induisent souvent un repli sur soi et la recherche de boucs-émissaires. En France une majorité de citoyens est opposée à l'accueil des migrants.

Continuer sur le principe actuel pousse les pays sous tension migratoire à rejeter l'Europe et aux migrants à nourrir des rancœurs tenaces sur la position de nos pays face à leur drame, rancœurs qui formeront un terreau facilement exploitable par des prédicateurs de tous poils.

**État des réflexions : quelques pistes pour rendre cet accueil plus juste et humain**

Le GODF doit intervenir au niveau national et européen afin de modifier cette règle de Dublin hypocrite qui consiste à prendre en charge les migrants dans le pays d'entrée dans l'UE. Cela implique leur renvoi dans ce pays où qu'ils se trouvent contrôlés par la suite.

La seule ligne humaniste est le secours de tout être humain en situation de danger qu'il soit sur mer ou sur terre. L'accueil doit être financé par l'ensemble des pays de l'UE. Le traitement des droits des migrants doit suivre une ligne claire votée par l'UE (pays en guerre, migrants politiques et demain peut-être climatiques, etc.).

Que l'accueil soit pris en charge par une structure européenne avec ou sans l'aide d'ONG, et financé par l'UE. L'examen des cas de chaque migrant doit ensuite être effectué en fonction de critères clairs qui définissent les droits au statut de migrants (réfugiés économiques, fuyants des zones de guerre, etc...)

Une fois validé leur statut, une répartition vers l'ensemble des pays européen selon des règles sociaux-économiques (PIB, population/surface du pays, taux de chômage, regroupement familial, langue, demande de main-d'œuvre, etc..) chaque pays ayant une part équitable en fonction de sa capacité à "accueillir" ces migrants.

La sortie du Royaume uni de l'UE va poser des problèmes supplémentaires, actuellement ce sont les pays continentaux qui bloquent la migration vers UK .... demain ?

### Propositions concrètes

- Inverser les priorités en matière d'accueil des migrants : aider et recueillir tous migrants sur mer ou terre dans la zone UE.
- Abroger la règle de Dublin sur la responsabilité du pays d'entrée dans la zone UE.
- Gérer l'accueil selon les droits définis par l'UE.
- Hébergement et nourriture prisent en charge par un budget européen.
- Ventilation des migrants validés vers les pays de l'UE selon des règles socio-économiques et humanitaires.

**Gérer les phénomènes migratoires au niveau non plus de chaque nation frontalière, mais au niveau global Européen dans une prise en charge véritablement équitable et humaniste. Supprimer la règle de Dublin, instaurer une gouvernance et un budget européen pour faire face aux défis migratoires qui ne peuvent que s'amplifier et ainsi surmonter l'égoïsme des nations.**